



**HAL**  
open science

## Yémen : chronique d'un délitement

Franck Mermier

► **To cite this version:**

Franck Mermier. Yémen : chronique d'un délitement. Contretemps: revue de critique communiste, 2018, 37, pp.142-157. halshs-01846319

**HAL Id: halshs-01846319**

**<https://shs.hal.science/halshs-01846319>**

Submitted on 6 Dec 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Yémen : chronique d'un délitement

Franck Mermier\*

L'OPÉRATION « *TEMPÊTE DÉCISIVE* », DÉCLENCHÉE LE 26 MARS 2015 et menée par l'Arabie saoudite, avait pour but de remettre au pouvoir le président Abd Rabbo Mansour Hadi à Sanaa, la capitale du Yémen. Les milices des Ansar Allah (« *Partisans de Dieu* » communément appelés Houthis) s'en étaient emparées, le 21 septembre 2014, avec la complicité des forces de l'ex-Président Ali Abdallah Saleh. Sur le plan militaire, la coalition arabe et les troupes gouvernementales ont certes réussi à libérer les provinces méridionales du pays de l'emprise des forces rebelles et à avancer sur certains fronts mais elles sont, comme leur ennemi, confrontées à la cohésion précaire de leur camp.

Trois ans après le début de cette intervention, le Yémen se retrouve dans une situation catastrophique sur tous les plans. Choléra et famine ont suscité des cris d'alarme lancés par des agences onusiennes et par des ONG dont certaines sont présentes au Yémen telles que MSF et Médecins du Monde. Selon l'Organisation Mondiale pour la Santé, 22 millions de Yéménites sur une population estimée à 27 millions auraient besoin d'une aide humanitaire et la barre d'un million de cas de choléra aurait été franchie en décembre 2017.

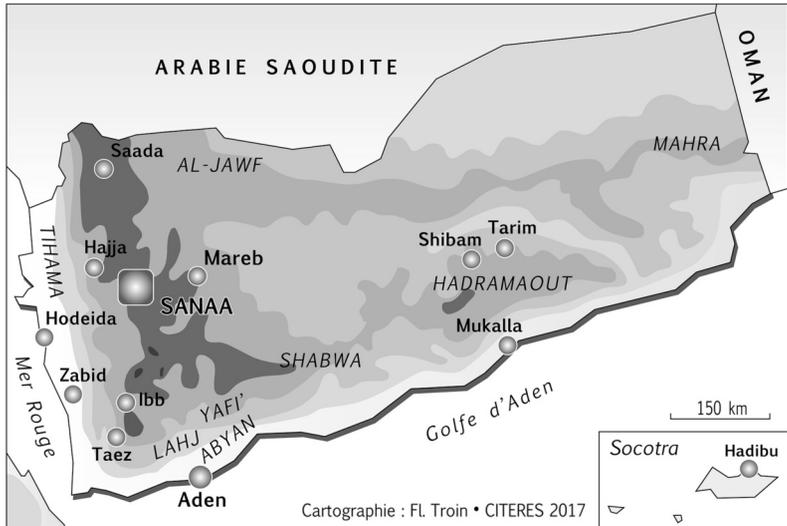
Les chiffres sur le nombre de victimes civiles du conflit sont sujets à caution. Ainsi, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme estimait, jusqu'en novembre 2017, que 5 295 civils avaient été tués et 8 873 blessés, des évaluations à revoir à la hausse selon le rapport annuel de Human Right Watch (2017). Les pertes militaires ne sont jamais prises en compte dans ces bilans. Les belligérants ne les communiquent pas et tout laisse à penser, en raison de la multiplicité des fronts et de la longueur de cette guerre, qu'elles sont très élevées. Là encore, les enfants sont aussi en première ligne puisqu'il est courant de recruter des mineurs dans les différentes milices qui se combattent.

Le blocus exercé par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sur les ports et aéroports du Yémen, sous prétexte d'entraver la fourniture d'armes iraniennes, a aggravé cette situation. Cela n'a pas empêché les tentatives de lancement de quelques missiles balistiques sur leurs territoires depuis les zones contrôlées par le mouvement des Ansar Allah. La Russie a bloqué une

résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, présenté par les Britanniques, le 28 février 2018. Soutenue par les

\* Franck Mermier est directeur de recherche au CNRS (IRIS).

Carte extraite de  
Franck Mermier  
(dir.), *Yémen :  
écrire dans  
le chaos*,  
Garnier, 2018  
(à paraître).



États-Unis et la France, elle visait à renouveler l'embargo sur les armes au Yémen et demandait une condamnation de l'Iran pour l'avoir violé. Dans l'article du *Monde*<sup>1/</sup> qui rapporte et analyse ce fait, le conflit est qualifié de « *guerre par procuration* » entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Cette vision est quelque peu réductrice si elle réduit cette guerre à cette seule dimension.

On a aussi avancé que l'intervention saoudienne avait été un moyen pour Mohammed ben Salmane, héritier du trône et ministre de la Défense, de montrer sa force en conduisant « *sa guerre* »<sup>2/</sup>. Il reste que, dans le contexte de la lutte d'influence régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran et du fait des revers subis par la première en Syrie, Liban et Irak, une intervention dans l'arrière-cour saoudienne que représente le Yémen était fort probable du moment que le nouveau régime était allié de l'Iran. L'Arabie saoudite n'aura cependant pas réussi jusqu'à présent à compenser au Yémen ses échecs et l'Iran aura trouvé, dans ses alliés houthistes, un bon moyen pour enfermer à peu de frais sa rivale régionale dans le guêpier yéménite. Quant aux Émirats arabes unis, dont la participation militaire est importante, elle a réussi à devenir un acteur majeur du jeu yéménite et à rivaliser même avec l'Arabie saoudite dans sa captation des allégeances locales.

Dans cet article, je m'attacherai moins à saisir les causes du conflit, un thème déjà abordé sous des angles complémentaires<sup>3/</sup>, qu'à examiner les

<sup>1/</sup> Marie Bourreau, « Sur le Yémen aussi, l'axe Moscou-Téhéran se renforce », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> mars 2018, p. 3.

<sup>2/</sup> François Burgat rappelle que l'Arabie saoudite ne s'est pas opposée à l'expansion houthiste en 2014 et qu'elle l'aurait même encouragée : François Burgat, « Yémen : les ressorts d'un conflit », *Questions internationales*, n° 89, janvier-février

2018, p. 121-127.

<sup>3/</sup> Voir notamment Franck Mermier, « Yémen : une guerre de succession masquée par des enjeux régionaux », *Hommes & Libertés*, n° 177, mars 2017, p. 25-27, Laurent Bonnefoy, « Yémen : comprendre la guerre », *Études*, février 2018, p. 17-28, François Burgat, « Yémen : les ressorts d'un conflit », *op. cit.*

conséquences de la guerre sur les rapports de force politiques et régionaux à l'intérieur du Yémen. De fait, la perspective d'une dislocation du Yémen s'est rapprochée à vive allure depuis que le mouvement séparatiste sudiste, appuyé par les Émirats arabes unis, s'est violemment affronté aux forces fidèles au président Hadi en février 2018 à Aden. Les ressorts régionalistes des mobilisations politiques et militaires paraissent de fait plus déterminants que jamais pour analyser les dynamiques de morcellement du territoire et du pouvoir que la guerre a exacerbées<sup>4/</sup>.

### De quel Yémen parle-t-on ?

La menace séparatiste sudiste accapare les regards, mais elle ne doit pas obscurcir d'autres lignes de tensions régionalistes, qu'elles soient internes au Sud ou qu'elles se déploient dans d'autres ensembles régionaux, tels que Tazé, la Tihama (région sur le littoral de la mer Rouge), voire même les hauts plateaux puisque le mouvement houthiste peut aussi être considéré à partir de sa base régionale et de son rapport avec le pouvoir central et le reste du pays.

Un tropisme ancien a fait converger chercheurs et journalistes vers les hauts plateaux du Nord pour ne souvent considérer le Yémen qu'à partir de cette région qui, de Yarim à Saada, en passant par la capitale Sanaa, rassemblait une population majoritairement zaydite, de même que des ensembles tribaux au rôle politique important à l'échelle nationale. C'était comme si le reste du Yémen était moins « *authentique* », comme si le vrai Yémen ne se trouvait qu'au Nord. Cette représentation perdue d'ailleurs chez certains spécialistes du pays et est due à différents facteurs : la division du pays jusqu'en 1990 et l'impossibilité de conduire des recherches dans le Sud jusqu'à cette date, la fascination pour les structures tribales et pour le caractère traditionnel de la société yéménite plus facilement associé au Nord et à ses aspects « *pittoresques* ».

Ce prisme résultait aussi d'une domination politique localisée à Sanaa et d'un ensemble de stéréotypes associant tribus, hauts plateaux, zaydisme<sup>5/</sup> et yéménité. On peut s'interroger sur ses effets quant à certains positionnements vis-à-vis de la guerre qui sévit au Yémen. Ne pourrait-on pas, par exemple,

<sup>4/</sup> Sur la question des différenciations régionales au Yémen, voir Stephen W. Day, *Regionalism and Rebellion in Yemen. A Troubled National Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, et Franck Mermier, « Yémen : les héritages d'une histoire morcelée », in Rémy Leveau, Franck Mermier et Udo Steinbach (dir.), *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 7-35.

<sup>5/</sup> Le zaydisme tire son nom de l'imam Zayd b. Ali Zayn al-'Abidin, un descendant d'Ali b. Abi

Talib, le gendre du Prophète. Il se rattache au chiisme mais est proche du sunnisme en matière juridique. La doctrine zaydite stipule que seuls les descendants de Fatima, une épouse d'Ali, par ses fils Hasan et Husayn, peuvent prétendre à l'imamat, la direction spirituelle et temporelle de la communauté musulmane. Le premier imamat zaydite au Yémen a été fondé en 897 à Saada par l'imam Yahya b. al-Husayn al-Hadi ila-l-Haqq.

lui rattacher une sous-estimation des autres populations du Yémen et une occultation de leurs revendications propres ? Le souci légitime de dénoncer l'intervention saoudienne et émirienne au Yémen ne peut ainsi dédouaner de ses crimes et de sa volonté hégémonique le pouvoir insurrectionnel représenté jusqu'en décembre 2017 par l'alliance des Houthis et d'Ali Abdallah Saleh. Cet autocrate, qui avait gouverné le Yémen du Nord de 1978 à 1990 puis le Yémen unifié de 1990 à 2011, avait été contraint de quitter son poste de président à la suite de la Révolution de février 2011. Il avait ensuite partagé le pouvoir avec ceux qui avaient réclamé sa chute et contre lesquels il avait mené six guerres entre 2004 et 2010.

Cette alliance contre-nature apparaissait aux yeux d'une grande partie de la population yéménite comme la coalition de forces politiques ancrées dans les hauts plateaux zaydites et symbolisant la mainmise politique et militaire de cette région sur le reste du pays. Outre les imams, tous les présidents de la République arabe du Yémen (l'ex-Yémen du Nord), y compris Ali Abdallah Saleh, en sont originaires. Abd Rabbo Mansour Hadi, candidat de consensus élu en février 2012, est le premier président originaire de l'ex-Yémen du Sud. Il servit de caution sudiste au gouvernement de Saleh en occupant le poste de vice-président après la guerre de 1994 entre le régime de Sanaa et les séparatistes du Parti socialiste retranchés à Aden.

La perception des habitants des régions situées hors des hauts plateaux du Nord en tant que Yéménites de deuxième rang peut ainsi rejoindre un traitement politique en citoyens de seconde zone qui a caractérisé le régime d'Ali Abdallah Saleh. Celui-ci s'appuyait sur les membres de son clan familial et tribal ainsi que sur des réseaux clientélistes tissant leur toile sur tout le territoire yéménite mais dont l'épicentre était situé sur les hauts plateaux du Nord<sup>6/</sup>. L'alliance de Saleh et des Houthis était donc perçue comme une alliance perpétuant pour de nombreux Yéménites la suprématie des Nordistes et symbolisant, avec Saleh, un pouvoir brutal et corrompu, et avec les Houthis, le retour supposé au régime honni de l'imamat zaydite.

Deux accusations provoquaient l'opprobre sous le régime d'Ali Abdallah Saleh, celle de « régionaliste » (*manâtiqî*) et, après 1990 et la conclusion de l'unification des deux Yémen, celle de « séparatiste » pour délégitimer l'action des militants du Sud. Le qualificatif négatif de « régionalisme » (*manâtiqiyya*) peut être utilisée de multiples façons soit pour condamner, sous le régime d'Ali Abdallah Saleh, toute velléité de critiquer les déséquilibres régionaux et la captation des pouvoirs au sein de la nomenclatura militaro-

tribale des hauts plateaux, soit au contraire, de la part de l'opposition pour pointer les discriminations ou

<sup>6/</sup> Voir Sarah Phillips, *Yemen's Democracy Experiment in Regional Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 67-111.

les violences sur la base des appartenances régionales. En juillet 2011, les partis d'opposition du Forum commun<sup>7/</sup> à Tazé ont ainsi accusé Saleh d'agir de manière « régionaliste » (*manâtiqî*) en bombardant de façon indiscriminée la population de la ville de Tazé qui manifestait pacifiquement contre le régime. C'est maintenant au tour des contempteurs des Émirats arabes unis de les accuser de soutenir des forces armées « régionalistes » dans les provinces du Sud<sup>8/</sup>.

Il est particulièrement intéressant de prendre pour exemple la région de Tazé qui se caractérise par une situation singulière dans l'ensemble yéménite puisqu'elle est considérée comme appartenant au Nord par les habitants de l'ex-Yémen du Sud et qu'elle représentait le versant méridional de l'ex-Yémen du Nord. Elle a ainsi entretenu des liens étroits avec Aden qui, durant la période coloniale britannique, a accueilli nombre de ses travailleurs. Elle est dans un double rapport de domination et de dépendance avec Sanaa qui, du fait de son statut de capitale, a exercé une forte attraction sur sa population active.

La région de Tazé a aussi été un bastion d'opposants au régime de Saleh et a fourni un grand nombre de militants et de combattants au Front national démocratique, créé le 11 février 1976 sous l'égide de la République populaire et démocratique du Yémen, et qui mena des actions de guérilla au Nord. Ses habitants ont participé massivement à la révolution de 2011. Le slogan partagé de la chute du régime était renforcé par un sentiment de marginalisation politique d'autant plus vif qu'il était exacerbé par une forte participation des élites de cette région à la vie intellectuelle et économique du pays. Pour revenir à la perception commune de la « yéménité », les habitants de Tazé suscitaient moins d'intérêt puisqu'ils étaient nombreux à avoir renoncé au port du poignard (*janbiyya*), caractéristique du vêtement tribal masculin, à avoir accédé à l'université, à être vêtus à l'occidentale et à ne pas être caractérisé par un référent tribal qui avait semblé perdre de sa force dans leur région.

À partir de février 2015, le long siège de la ville de Tazé par les forces houthistes alliées à celles de Saleh a donné lieu à une forte résistance de la part d'unités militaires fidèles au président Hadi et de milices, certaines d'obédience salafiste, soutenues par les Émirats arabes unis ou l'Arabie saoudite. Ce soutien a eu pour conséquence d'affaiblir les groupes armés affiliés au parti du Rassemblement de la Réforme qui exerçait une influence certaine

<sup>7/</sup> Créé en 2002 et réunissant le Rassemblement yéménite pour la réforme (parti islamiste proche des Frères musulmans), le Parti socialiste yéménite et des partis nassériens et zaydites.

<sup>8/</sup> Le ministre des Transports du gouvernement de Hadi, Saleh Al-Jabwani, originaire de la région de Chabwa dans le Sud, a ainsi déclaré, le 25 février 2018, que « la coalition arabe n'était pas

venu pour créer des armées régionales et tribales comme le font les Émirats arabes unis pour disloquer le Yémen ». Cette déclaration survint après que son convoi fut empêché, par un groupe armé local soutenu par les Émirats arabes unis, d'accéder à Qana (région de Chabwa) où il devait poser la première pierre du chantier du port.

dans la ville et la région. Ainsi, Hamoud Al-Mikhlafi qui fut, pendant environ un an, qualifié de chef de la « *résistance populaire* » à Taz, fut forcé de quitter la ville pour Riyad le 2 avril 2016. Confronté au veto saoudien et émirien de retourner au Yémen, il s'installa en Turquie en mai de la même année<sup>9/</sup>. Son affiliation au parti du Rassemblement yéménite pour la Réforme, dont un courant est proche des Frères musulmans, sa grande popularité auprès des habitants et la pression de la milice salafiste des Protecteurs du Dogme (Houmat Al-'Aqida, appelée plus communément Abou al-Abbas), ont conduit à son éviction de la scène politique et militaire locale. Cela a suscité de nombreuses interrogations sur la conduite particulière de la guerre sur le front de Taz par la Coalition arabe qui a été accusée de différer la libération de la région.

Une autre polarité politique est constituée par la ville et la région de Mareb situées au nord-est du Yémen. Elle, rassemble tous les attributs de la « *yéménité* » puisqu'elle allie deux de ses principaux constituants : les ruines du barrage antique, symbole de la civilisation sud-arabique dont s'enorgueillissent les Yéménites, et une puissante organisation tribale. Mareb abrite une base militaire importante des troupes gouvernementales appuyées par des forces saoudiennes et émiriennes. Le général Ali Mohsin, nommé vice-président par Hadi et proche du parti du Rassemblement yéménite de la Réforme, y fait de fréquentes visites<sup>10/</sup>. Il avait déjà été en première ligne dans les guerres contre les Houthis entre 2004 et 2010 et s'était rallié au mouvement de protestation populaire contre Ali Abdallah Saleh en mars 2011. Il avait alors déployé ses troupes autour du campement de l'opposition à Sanaa pour le protéger. Il avait pourtant été un des piliers du régime d'Ali Abdallah Saleh, tous deux étant originaire du même village des environs de Sanaa<sup>11/</sup>. Saleh aurait brisé le pacte secret d'en faire son successeur au profit de son fils Ahmed, ce qui aurait suscité son revirement politique<sup>12/</sup>.

Le choix de nommer le général Hachim Al-Ahmar à la tête de la sixième région militaire, qui rassemble les governorats voisins du Jawf, d'Amran et

<sup>9/</sup> Originaire de la région de Cher'ab, dans le governorat de Taz, Hamoud Al-Mikhlafi faisait partie de la police politique sous le régime de Saleh. Il joua un rôle militaire dans la défense des protestataires à Taz en 2011 avant de devenir le principal dirigeant de la « *résistance populaire* » contre les forces des Houthis et de Saleh. On le présente comme le cheikh suprême des « *tribus* » de Cher'ab parmi lesquelles se recrutaient un grand nombre de ses combattants. La presse yéménite pro-Houthiste ou pro-Saleh a critiqué, de manière à la fois virulente et ironique, le fait que Hamoud Al-Mikhlafi a ouvert un restaurant en octobre 2017 à Istanbul, supposément avec l'argent reçu de l'Arabie saoudite.

<sup>10/</sup> Dans les années 1980-1990, Ali Mohsin

Al-Ahmar (sans lien familial avec les cheikhs Al-Ahmar) a aidé au recrutement de combattants yéménites pour le jihad en Afghanistan puis à leur réintégration au Yémen, notamment dans l'armée et les forces de sécurité et à l'occasion de la guerre de 1994 contre les séparatistes au Sud. Il s'est marié avec la sœur de Tariq Al-Fadli, un ancien jihadiste qui a été protégé par Ali Abdallah Saleh puis qui s'est reconverti dans la cause sudiste.

<sup>11/</sup> Souvent présenté comme le demi-frère d'Ali Abdallah Saleh, Ali Mohsin serait un de ses cousins selon Sarah Philipps, *Yemen's Democracy Experiment*, op. cit., p. 52.

<sup>12/</sup> Sarah Philipps, *Yemen and the Politics of Permanent Crisis*, Londres, The International Institute for Strategic Studies, 2011, p. 93-95.

de Saada, le 18 février 2018, peut être interprété comme une reconnaissance symbolique de l'influence du parti du Rassemblement yéménite de la Réforme et des cheikhs de la famille Al-Ahmar dans cette zone d'où ils avaient été expulsés par les Houthis. Cette nomination pourrait aussi répondre aux efforts déployés par les Émirats arabes unis pour redonner un poids militaire et politique au clan de l'ex-président Saleh au Nord, par le biais du soutien accordé à son neveu Tarek

### L'éclatement de la coalition rebelle au Nord

L'organisation politique des Ansar Allah, créée sous ce nom en 2011, est un prolongement du mouvement de renaissance zaydite qui est né dans le gouvernorat de Saada dans les années 1980 à l'initiative notamment de Badr Al-Din Al-Houthi, un savant religieux zaydite. Son fils, premier dirigeant du mouvement, Husain Al-Houthi commença sa carrière politique au sein du parti Al-Haqq et fut élu membre du parlement<sup>13/</sup>. En 1990, le mouvement de la « *jeunesse croyante* » (Muntada Al-Chabab al-mu'min), dirigé par Mohamed 'Azzan, fut créé dans la région de Saada. Il avait au départ des objectifs culturels et sociaux et des centres d'enseignement zaydite furent créés, notamment pour lutter contre la propagation du salafisme dans la région de Saada, d'autant plus que celle-ci a bénéficié de l'aide du régime d'Ali Abdallah Saleh<sup>14/</sup>.

Husain Al-Houthi suscita une scission au sein de ce mouvement en tentant de le transformer en organisation politique et militaire. Il s'inspira de la révolution iranienne pour lancer son slogan : « *Mort à l'Amérique, mort à Israël, Malédiction sur les juifs, victoire pour l'islam* ». Le mouvement houthiste se développa contre l'influence du Rassemblement yéménite pour la Réforme et de la famille al-Ahmar<sup>15/</sup>. Il était aussi nourri par le ressentiment des populations envers la marginalisation par l'État de la province de Saada qui fut une base des royalistes durant la guerre civile entre 1962 et 1970. À partir de 2003, les dirigeants du mouvement zaydite organisèrent des manifestations contre l'invasion de l'Irak par les États-Unis et contre le pouvoir yéménite accusé de collusion avec les États-Unis et de corruption.

Plusieurs membres du mouvement partirent en Iran pour étudier le chiisme mais les Houthis ne sont pas devenus pour autant des chiites duodécimains

<sup>13/</sup> Voir Samy Dorlian, *La mouvance zaydite dans le Yémen contemporain. Une modernisation avortée*, Paris, L'Harmattan, 2013.

<sup>14/</sup> Barak A. Salmoni, Bryce Loidolt, Madeleine Wells, *Regime and Periphery in Northern Yemen. The Huthi Phenomenon*, Santa Monica, Rand

Corporation, 2010.

<sup>15/</sup> Son membre le plus éminent, le cheikh Abdallah Husain Al-Ahmar, en avait été le fondateur et était le cheikh suprême de la confédération tribale des Hachid jusqu'à sa mort en 2005.

avec notamment la croyance en l'imam caché. Il reste que les Houthistes ont transformé la célébration de cérémonie de la Achoura au Yémen, sous l'influence du rituel pratiqué en Iran et par le Hezbollah, et certains savants zaydites sont très suspicieux quant à leur politisation du zaydisme<sup>16/</sup>. Leur dirigeant Abd Al-Malik Al-Houthi semble être dépourvu du savoir religieux qui caractérisait son frère et son père, et ses efforts pour s'inspirer du charisme de Hasan Nasrallah, le chef du Hezbollah libanais, sont loin d'avoir atteint leur but.

Entre 2004 et 2010, plusieurs guerres opposèrent l'armée et ceux qui furent appelés les rebelles zaydites dans la région de Saada. Après la mort de Husain Al-Houthi dans des combats contre l'armée en 2004, la direction du mouvement passa donc à son frère Abd Al-Malik Al-Houthi. Le général Ali Mohsen a dirigé les opérations militaires contre la rébellion zaydite et a été appuyé, sur le terrain, par des groupes tribaux, comptant en leur sein des salafistes, souvent liés au Rassemblement yéménite pour la Réforme. En 2011, les Houthistes prirent le contrôle militaire de la province de Saada et en 2013-2014 commencèrent à prendre progressivement le contrôle des provinces adjacentes. En janvier 2014, après plusieurs mois de combat, le centre salafiste de Dammaj dans la région de Saada fut fermé et près de 10 000 personnes se réfugièrent à Sanaa. Les combattants houthistes occupèrent la ville de Khamr, bastion de la famille Al-Ahmar, et Amran en août 2014.

Ces conquêtes furent rendues possibles par le fait que des cheikhs de tribus, alliés à l'ex-président Ali Abdallah Saleh et opposés au clan Al-Ahmar rejoignirent les rangs des Houthistes tandis que le président Hadi n'envoya aucun renfort au commandant militaire d'Amran. Les rivalités au sein des élites politiques au pouvoir ont permis la progression des Houthistes dont l'alliance avec Ali Abdallah Saleh est en contradiction avec leur posture prétendument révolutionnaire qui leur a permis d'obtenir des soutiens en dehors des régions traditionnellement zaydites<sup>17/</sup>. De fait, la prise de la capitale le 21 septembre 2014 a été précédée par des manifestations contre la hausse de l'essence et contre la corruption.

Les Houthistes ont parachevé leur coup d'État en forçant le président Hadi à la démission, sur laquelle il est revenu après sa fuite de Sanaa. Le déclenchement des hostilités résulta en partie du refus des Houthistes d'avaliser le projet de découpage du pays en six régions, un point majeur du projet de Constitution élaboré par la Conférence du dialogue national mise en place après l'élection d'Abd Rabbo Mansour Hadi en février 2012. La région

<sup>16/</sup> Voir International Crisis Group, *The Huthis : From Saada to Sanaa*, Middle East Report n° 154, 10 juin 2014, p. 10, Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen. A History of the Houthi Conflict*,

Londres, Hurst & Co, 2017, p. 146.

<sup>17/</sup> Thalia Rahme, « Debunking Media Myths about the Houthis in War Torn Yemen » *Golbalvoiceonline/2015/04/01*.

nouvellement créée d'Azal, incluant le gouvernorat de Saada, fief des Houthistes et berceau de l'imamat zaydite (897-1962), manquait ainsi d'un accès à la mer et était privé de ressources, ce qui suscita l'ire des Houthistes.

La coalition improbable formée en 2014 entre Ali Abdallah Saleh et le mouvement des Ansar Allah était condamnée à l'éclatement en raison des rivalités qui la minaient et d'un passé conflictuel très sanglant. La mort de Saleh, le 4 décembre 2017, a eu des conséquences immédiates sur les rapports de force et les positionnements politiques des différents acteurs du conflit. Sa volte-face quelques jours avant sa disparition, tendant la main à l'Arabie saoudite et ordonnant à ses forces de passer à l'offensive contre les Houthistes, s'apparentait à un pari hasardeux et risqué.

L'attaque par les Houthistes de la mosquée Al-Saleh, à Sanaa, qu'ils ont ensuite renommée mosquée du Peuple, a déclenché une contre-offensive de la part des troupes encore fidèles à Saleh qui s'est rapidement conclue par un échec. De fait, affaiblies par les bombardements de la coalition et par le



Des forces vives de l'ONG française Médecins sans frontières déployées sur le terrain, juin 2015.

© GUILLAUME BINET / MYOP

noyautage de l'armée par les Houthistes, par leur dispersion sur différents fronts, les forces fidèles à Saleh (principalement celles de la Garde républicaine et de Forces spéciales) n'ont pu compter ni sur le soutien des tribus de la ceinture de Sanaa, ni sur l'intervention aérienne de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis pour stopper l'avancée des renforts houthistes envoyés vers la capitale. Ce qui laisse supposer une absence de coordination entre Saleh et la coalition, voire une absence volontaire de soutien.

Les Houthistes ont éliminé plusieurs des partisans de Saleh au sein de son parti, le Congrès populaire général (CPG), neutralisé les autres, notamment au sein du Parlement, du Gouvernement et du Conseil politique suprême, et exercé une répression impitoyable contre les cheikhs de tribus et les militaires qui ne se sont pas ralliés. Des défections ont certes eu lieu parmi des unités fidèles à l'ex-président Saleh et qui étaient notamment commandées par son neveu Tarek. Ce dernier a réussi à rejoindre le Sud et serait en train de reconstituer une force militaire pour combattre les Houthistes. Lui et son cousin Ahmed, le fils de l'ex-président Saleh, sont considérés comme des leviers importants de mobilisation dans le Nord, notamment par les Émirats arabes unis qui tentent de les rapprocher du mouvement sudiste.

Leur défection du camp rebelle pourrait renforcer militairement la coalition anti-houthiste mais aussi affaiblir un peu plus le président Hadi. La perspective d'une alliance circonstancielle entre les symboles du pouvoir nordiste et un mouvement sudiste qui a longtemps souffert de ses menées répressives, pourrait augurer d'un nouveau retournement de situation dont la scène politique yéménite est coutumière. L'Arabie saoudite, quant à elle, appuie, avec plus ou moins d'enthousiasme, le parti du Rassemblement yéménite pour la Réforme et a fait du général Ali Mohsin l'homme fort du camp loyaliste en poussant à sa nomination à la vice-présidence par Hadi. Elle a cependant signifié, en recevant Ahmed à Riyad<sup>18/</sup>, qu'elle prenait en compte ce que pourrait représenter le clan Saleh comme force de nuisance contre les Houthistes et comme possible alternative politique.

### **La montée du séparatisme sudiste et l'affaiblissement du camp loyaliste**

L'expansion militaire des Houthistes et des forces armées restées sous le contrôle d'Ali Abdallah Saleh dans les provinces du Sud en février 2015, après la fuite du président Hadi à Aden, a exacerbé le clivage nord-sud et entraîné une mobilisation militaire sudiste pour résister à ce qui apparaissait comme

<sup>18/</sup> Le 4 décembre 2017, jour de la mort de son père, Ahmed Saleh qui était jusque-là en résidence surveillée à Abou Dhabi se rendit en Arabie saoudite.

une nouvelle invasion des forces nordistes. La formation de cette « *résistance sudiste* » n'a cependant pas affaibli le poids des différenciations régionales qui reste encore très fort dans les provinces du Sud et qui se reflète dans les positionnements politiques. Le paradoxe est qu'une partie importante du mouvement sudiste prône l'indépendance du Sud et qu'elle fournit des combattants à l'armée théoriquement placée sous les ordres du président Hadi auquel est refusé l'accès à Aden, la capitale provisoire du Yémen.

La République populaire du Yémen du Sud avait été proclamée le 30 novembre 1967. Elle était devenue, entre 1970 et 1990, la République démocratique et populaire du Yémen. Le legs historique de cette entité politique est crucial pour légitimer les revendications d'indépendance. Il charrie aussi la mémoire des conflits internes du régime socialiste qui n'a pas réussi à supprimer totalement les divisions régionales hérités de la période britannique <sup>19/</sup>.

La guerre de janvier 1986 entre différentes factions du Parti socialiste yéménite a ainsi révélé au grand jour des rivalités régionales, voire tribales, sur fond de luttes pour le pouvoir entre dirigeants. Le président d'alors, Ali Nasser Mohammed, originaire d'Abyan comme le président actuel Abd Rabbo Mansour Hadi, s'appuyait sur des forces qui se recrutaient principalement dans les régions d'Abyan, d'Aden, de Chabwa et du Mahra. Il fut contraint de fuir au Nord lorsque ses troupes furent défaites par une coalition rassemblant principalement des combattants des régions de Lahej, Dale', Yafe' et du Hadramaout. La lutte pour le pouvoir entre les différents protagonistes du bureau politique reflétait largement des affiliations régionales <sup>20/</sup>.

Ces clivages régionaux sont toujours prégnants. La création du Conseil de transition sudiste à Aden, le 11 mai 2017, fut suivie par des manifestations massives de soutien dans les provinces du Sud. Dirigé par Aydarous Al-Zoubaydi, l'ex-gouverneur d'Aden destitué par le président Hadi, il rassemble plusieurs factions sudistes qui prônent la sécession du Sud. On y retrouve les dirigeants de deux groupes qui ont participé à la résistance contre les forces d'Al-Houthi et de Saleh : les forces de la « *Ceinture de sécurité* » sont constituées, pour l'essentiel, de combattants provenant des tribus de Yafe' et sont commandées par le dirigeant salafiste, Hani Bin Burayk qui est le vice-président du Conseil de transition sudiste. Le deuxième groupe armé est constitué par les forces de sécurité d'Aden dirigées par l'ex-directeur de la sécurité de la ville, Chalal Chaye', et son allié l'ex-gouverneur d'Aden, Aydarous Al-Zoubaydi, La plupart de ses combattants sont originaires du gouvernorat de Dale'. Ces deux forces armées sont soutenues par les Émirats arabes unis. Le troisième groupe armé est celui constitué par les forces de

<sup>19/</sup> Sur le mouvement sudiste créé après la guerre de 1994, voir Franck Mermier, « Le mouvement sudiste », in Laurent Bonnefoy, Franck Mermier, Marine Poirier, *Yémen. Le tournant révolutionnaire*,

Paris, Karthala/CEFAS, 2012, p. 41-65.

<sup>20/</sup> Fred Halliday, *Revolution and Foreign Policy : The Case of South Yemen 1967-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 47.

**Le bâtiment du ministère de la Défense de Sanaa en partie détruit par de précédents bombardements de la coalition, Yémen, le 10 juin 2015.**



protection du président Hadi qui sont commandées par son fils, Nasser. La grande majorité de leurs combattants est originaire, comme le président, du gouvernorat d'Abyan qui jouxte celui d'Aden<sup>21/</sup>.

En février 2017, les forces de la Garde présidentielle avaient déjà combattu celles de « *La ceinture de sécurité* » qui tentaient d'empêcher l'avion transportant le président Hadi d'atterrir à l'aéroport d'Aden. Les combats déclenchés dans cette même ville, le 28 janvier 2018, ont cependant révélé le véritable rapport de force prévalant dans les provinces de Sud. Les « *forces de la résistance sudiste* » ont en effet pris le dessus sur les troupes gouvernementales et ont encerclé le palais présidentiel. Les combats ne cessèrent qu'à la suite de l'intervention d'une médiation saoudo-émirienne. L'instabilité et la violence politique dont souffre la ville sont en outre exacerbées par les attentats terroristes qui y sont commis. L'Organisation de l'État islamique, qui ne possède pas de bases territoriales au Yémen, y est particulièrement active. Les attentats qu'elle organise ciblent des responsables ou des sièges de l'administration et de la sécurité, comme en décembre 2015 avec le meurtre du gouverneur d'Aden et, le 24 février 2018, avec l'attaque du quartier général des forces antiterroristes.

Le front sudiste ne se réduit pas aux forces dissidentes qui contrôlent Aden puisque le Hadramaout et la région de Chabwa disposent de leurs propres forces armées, celles de « *l'élite hadramie* » (Al-Nukhba Al-hadramiyya) et celles « *l'élite de Chabwa* » (Al-Nukhba Al-chabwaniyya). Ces forces entrent en concurrence avec les troupes gouvernementales postées dans ces provinces et qui rassemblent des militaires originaires du Nord et du Sud. Elles ont été

<sup>21/</sup> Voir Maysaa Shuja Al-Deen, « Le conseil de transition sudiste : naissance et conséquences » (en arabe), *Al-Jazeera Center for Studies*, 13/06/2017 : <http://studies.aljazeera.net/ar/reports/>

2017/06/170613073548546.html. Cet article a été traduit en français dans Franck Mermier (dir.), *Yémen : écrire au cœur du chaos*, Paris, Garnier, 2018, à paraître.

créées par les Émirats arabes unis après la libération de Mukalla des mains d'Al-Qaïda. Les Émirats arabes unis appuient ainsi des forces tribales pour lutter contre cette organisation.

La prise de Mukalla, la grande ville portuaire du Hadramaout, par Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, en avril 2015, et l'administration de la localité par un conseil local, appelé Conseil national du Hadramaout, révèlent à la fois la montée en puissance d'Al-Qaïda au Yémen et ses capacités d'adaptation aux contextes locaux<sup>22/</sup>. Le 17 septembre 2015, Al-Qaïda, dont les militants ont pris le nom de « *Fils du Hadramaout* », a ainsi déclaré que la sécurité de la ville était du ressort du Conseil local formé de notables, chefs tribaux et religieux et dominé par le courant salafiste. Al-Qaïda a aussi tenté de se placer sous la houlette du Conseil religieux islamique (Ahl al-Sunna wa-l-jama'a) du Hadramaout, ce que celui-ci aurait refusé. Finalement, Al-Qaïda se retira de Mukalla, en avril 2016, sans opposer de résistance farouche aux troupes appuyées par la Coalition arabe<sup>23/</sup>.

Les Émirats arabes unis exercent une politique d'influence politique, militaire et économique dans le Sud, tout en soutenant le clan Saleh au Nord, ce qui augmente la menace d'une fragmentation du pays. Après le contrôle du port d'Aden par la compagnie Dubaï Port World, c'est l'archipel de Socotra, situé dans l'océan Indien et classé Patrimoine naturel mondial par l'UNESCO en 2008, qui a attiré les convoitises des Émirats arabes unis. Plusieurs émiriens se sont taillés d'importantes propriétés foncières tels que l'homme d'affaires, Mahmoud Fath Al Khaja et Khalfan Moubarak Al-Mazrou'i, le responsable sur l'île d'une organisation humanitaire émirienne, « *Mu'assasat Khalif* » et qui est considéré comme une sorte de Haut-Commissaire émirien à Socotra. La mission militaire émirienne dépêchée à Socotra, sous couvert d'aide humanitaire après le passage de deux cyclones dévastateurs en novembre 2015, n'a pas tardé à se transformer en un pouvoir parallèle et concurrent à celui du gouvernement yéménite<sup>24/</sup>.

Le Hadramaout constitue une entité régionale distincte qui pourrait représenter un obstacle au projet séparatiste porté par le Conseil de transition

<sup>22/</sup> Al-Qaïda dans la péninsule Arabique a été formée en janvier 2009 par la fusion des branches saoudienne et yéménite. Elle crée en 2011 une organisation parallèle du nom d'Ansar Al-Charia (« *Les partisans de la Charia* ») pour faciliter son implantation locale. Elle est très active dans la région d'Al-Bayda et a réussi à occuper une partie de la région d'Abyan en mai 2011 pour n'en être délogée que plus d'un an après. Elle réussit à reprendre brièvement les villes de Zinjibar et Ja'ar dans la même région en décembre 2015. L'organisation, dont le nombre de combattants a été estimée à 4 000 par le Département d'État états-unien,

est aussi présente dans les gouvernorats de Marib, du Jawf, et Taëz dans lesquels elle combat les Houthis. Voir International Crisis Group, *Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base, Middle East Report*, n° 174, 2 février 2017.

<sup>23/</sup> En février 2018, une base d'Al-Qaïda dans la vallée d'Al-Mousaini, à l'ouest de Mukalla, a été conquise par « *l'élite hadramie* ».

<sup>24/</sup> Le quotidien panarabe *Al Araby Al Jadeed*, publié à Londres et à Doha et lié au Qatar, a publié les 12, 13 et 14 décembre 2017 une série d'articles intitulés « *L'île pillée* » et qui traite de la mainmise des Émirats arabes unis sur Socotra.

sudiste. Certaines élites du Hadramaout sont ainsi tentées par une politique renforçant son autonomie politique et économique, d'autant qu'elle abrite des réserves de pétrole et de gaz et que des liens étroits la lient à l'Arabie Saoudite<sup>25/</sup>. Fin août 2015, 95 cheikhs de tribus du Hadramaout ont signé une déclaration pour l'annexion du Hadramaout, du Mahra et d'une partie de Chabwa à l'Arabie saoudite, arguant que cette région appartient historiquement à l'Arabie saoudite et que son annexion empêchera l'expansion chiite. Ils ont aussi accusé les soufis, dont la présence est forte, de faire le jeu des Houthis au Hadramaout<sup>26/</sup>. Ce document a suivi de peu la déclaration sur son compte Twitter du vice-chef de la police de Dubaï, Dahi Khalfan Tamim, pour une intégration des gouvernorats du Hadramaout et d'Aden au Conseil de coopération du Golfe. La Conférence du Hadramaout a publié, le 22 avril 2017, une déclaration affirmant que cette région constitue une entité politique indépendante du reste du Sud dans le cadre d'une fédération<sup>27/</sup>.

Dans la province du Mahra, l'Arabie saoudite a étendu son influence en y envoyant des troupes pour contrôler les postes frontaliers avec Oman et l'aéroport d'Al-Gaydha. Elle a le projet d'ouvrir un centre religieux salafiste à Qachan, troisième ville du Mahra, qui a vu affluer des salafistes venus du Nord, ce qui a suscité des manifestations pour protester contre cette implantation humaine et idéologique. Pour renforcer son influence et sa lutte contre la contrebande entre Oman et le Yémen, l'Arabie saoudite s'appuie aussi sur des autorités et des forces tribales locales. Sa politique d'influence, censée contrer celle du Sultanat d'Oman, l'incite aussi à y concentrer son assistance par le biais du Centre du Roi Salman pour le secours et l'aide humanitaire<sup>28/</sup>.

Le Conseil de transition sudiste doit composer avec différents courants qui réclament soit l'indépendance, soit le fédéralisme avec la division du pays en deux régions. Il doit aussi faire face à l'opposition d'autres organisations qui prétendent à la représentation du Sud telles que le Conseil suprême du mouvement révolutionnaire pour la libération et l'indépendance du Yémen du Sud, dirigé par Hassan Baoum. Lors de son deuxième congrès qui s'est tenu à Aden en novembre 2017, cette organisation a ainsi réclamé le retrait des forces saoudiennes et émiriennes du Sud du Yémen, leur faisant porter la responsabilité de la dégradation de la situation sécuritaire et économique.

<sup>25/</sup> En 2003, l'Organisation nationale pour la libération du Hadramaout (Al'isba al-hadramiyya), dirigée par Abdallah Saïd Bahah, a été créée. Elle réclame le droit à l'auto-détermination en arguant que le Hadramaout a été occupé en 1967 par le Sud-Yémen puis en 1990 par la République du Yémen lors de l'unification.

<sup>26/</sup> Arif Ba Mou'min, « Wathîqa damm Hadramawt ilâ al-Sa'ûdiyya tufajjir jadalân yamaniyyan » [Un document pour l'annexion du Hadramaout à l'Arabie saoudite provoque un débat yéménite],

*Al Araby Al Jadeed*, 2 septembre 2015.

<sup>27/</sup> Cette entité hadramite est elle-même menacée par ses différenciations internes qui restent fortes entre le Mahra, Chabwa, le Hadramaout intérieur avec sa capitale Seyoun et le Hadramaout côtier avec sa capitale Mukalla.

<sup>28/</sup> Voir l'article « Al-Mahra al-yamaniyya tarfud al-nufûdh al-sa'ûdî : lâ li-machrû' al-markaz al-salafi » [Le Mahra yéménite refuse l'hégémonie saoudienne : non au projet de centre salafiste], *Al Araby Al Jadeed*, 29 janvier 2018.

## Fractures régionales et polarités politiques

S'il convient de se garder de lire le conflit yéménite à travers une opposition supposée entre sunnites et chiïtes (le zaydisme étant un courant du chiïsme qui ne se retrouve qu'au Yémen) qui reproduirait au Yémen un conflit régional entre l'Iran, d'un côté, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis de l'autre, il est vrai cependant que les trois années de guerre ont aussi suscité des polarisations confessionnelles. L'un des premiers effets de cette guerre aura été la prolifération des groupes armés, particulièrement de ceux se rattachant à la mouvance jhadiste.

Un rapport d'International Crisis Group, publié en février 2017<sup>29</sup>, a ainsi affirmé que la branche yéménite d'Al-Qaïda n'avait jamais été aussi forte, bien que celle-ci soit menacée par la concurrence de l'organisation de l'État islamique. Le recrutement et la stratégie d'une organisation aussi radicale qu'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique sont cependant liés aux contextes locaux et prennent en compte les rivalités intertribales particulièrement dans les zones périphériques. Ainsi, la stratégie d'Al-Qaïda au Yémen aurait, depuis 2011, des points de ressemblance avec celle des Houthis dont « *la montée et l'expansion ont été fortement facilitées par une ligne d'action à visée locale plutôt que par leurs revendications de portée régionale et globale* »<sup>30</sup>.

Al-Qaïda reste cependant une organisation unifiée au contraire du mouvement salafiste qui, outre ses oppositions internes entre quiétistes et partisans de l'engagement politique<sup>31</sup>, est aussi tiraillé entre des logiques d'action et des priorités différenciées s'appliquant soit à l'échelle locale, comme à Taëz et Aden, soit à une échelle nationale où prime la lutte contre les Houthis, notamment au sein de l'armée gouvernementale<sup>32</sup>. Al-Qaïda ne pourrait cependant se déployer que dans des régions isolées marquées par la faiblesse de leurs structures tribales, ce qui ne signifie pas que certaines tribus ne soient contraintes, selon les rapports de force, de composer avec elle pour éviter des explosions de violence<sup>33</sup>.

Le déclenchement du conflit a aussi et surtout accentué les clivages régionaux et sa prolongation menace l'unité du pays. La guerre a fait surgir de nouvelles directions militaires et politiques et a augmenté l'adhésion populaire à l'option

<sup>29</sup>/ International Crisis Group, *Yemen's al-Qaeda : Expanding the Base*, op. cit.

<sup>30</sup>/ Marieke Brandt, « The Global and the Local. Al-Qaeda and Yemen's Tribes », in Virginie Collombier and Olivier Roy (dir.), *Tribes and Global Jihadism*, Londres, Hurst & Company, 2017, p. 128.

<sup>31</sup>/ Voir Laurent Bonnefoy, *Salafism in Yemen : Transnationalism and Religious Identity*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

<sup>32</sup>/ Il est ainsi significatif que des commandants salafistes intégrés dans des unités postées sur le

front de la côte de la mer Rouge aient ainsi fait porter la responsabilité des combats de fin janvier à Aden à des responsables sudistes de tendance salafiste qui ont fréquenté le centre salafiste de Dammaj, soit Hani Bin Breik (de Yafe') et Mahran Al-Qoubati (de Lahij), voir <http://adenalgd.net/news/300778/#ixzz562YskSWE>, 3 février 2018. Le premier dirige « la ceinture de sécurité » soutenue par les Émirats tandis que le second commande une division de la garde présidentielle et est considéré comme proche du général Ali Mohsin.

séparatiste, même si l'accentuation des particularismes régionaux au sein des provinces du Sud pourrait l'entraver. Elle a ainsi accentué le morcellement du pays et suspendu les espoirs d'un Yémen démocratique portés par la révolution de février 2011. La marginalisation des grands partis politiques nationaux au profit de coalitions locales, à base tribale ou régionale, semble en être une des conséquences, au moins dans cette phase de conflit armé.

Ainsi, le Parti socialiste yéménite, qui soutient le Président Hadi, a été affaibli par la montée en puissance du camp séparatiste auquel se sont ralliés nombre de ses militants sudistes. Plusieurs membres de sa direction sont installés au Caire. Le Congrès populaire général qui s'est scindé en deux, entre pro-Hadi et pro-Saleh, a subi une nouvelle scission à la suite de la mort de ce dernier puisque certains de ses membres restés au Yémen se sont alliés aux Ansar Allah, tandis que d'autres sont demeurés fidèles au clan Saleh qui a rejoint le camp saoudo-émirien. Le Rassemblement yéménite pour la Réforme est maintenant divisé entre partisans du régime saoudien, dont Mohamed Al-Yadoumi, son président, qui réside à Riyad, et les contempteurs de la politique de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis qui sont soutenus par Qatar<sup>34/</sup>. Participant au courant pro-saoudien, on retrouve le prédicateur controversé Abd al-Majid Al-Zindani<sup>35/</sup>, les membres de la famille Al-Ahmar et le général Ali Mohsen.

Une autre conséquence de la guerre réside dans le renforcement du rôle des grands centres urbains régionaux comme pôles politiques concurrents, ce qui reflète autant le maintien d'appartenances culturelles plus ou moins affirmées ou sous-jacentes, que la désagrégation de l'État yéménite. Le projet d'un Yémen fédéral pourrait de fait renaître. Il viserait alors, selon les rapports de force ayant présidé à son élaboration, à consacrer les nouvelles polarités politico-militaires suscitées par la dynamique du conflit, à circonvenir ou bien à préparer une indépendance du Sud. ■

<sup>33/</sup> Voir Nadwa Al-Dawsari, *Foe not Friend. Yemeni Tribes and Al-Qaeda in the Arabian Peninsula*, POMED Project on Middle East Democracy, février 2018 : <http://pomed.org/pomed-publications/foe-not-friend-yemens-tribes-and-aqap>

<sup>34/</sup> Ainsi, Tawakkul Karman à laquelle fut décerné, le 7 octobre 2011, le prix Nobel de la paix, et qui est, à ce titre, la plus connue des militants du Rassemblement yéménite pour la Réforme, et qui avait soutenu l'intervention militaire de la Coalition arabe, profère des critiques virulentes contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Sur son rôle durant la révolution de 2011, voir Charlotte Velut et Laurent Bonnefoy, « Tawakkul Karmân : figure de la révolution », in Laurent Bonnefoy, Franck Mermier, Marine Poirier, *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris, Karthala/CEFAS, 2012, p. 173-176.

<sup>35/</sup> Fondateur de l'université Al-Hman (La foi) à Sanaa, il a prétendu avoir inventé un remède au Sida composé de plantes. Abd Al-Majid Al-Zindani a été présenté comme un des maîtres à penser d'Oussama Ben Laden. Il a recruté des combattants yéménites pour le jihad contre les Soviétiques en Afghanistan. Il a été membre du Conseil présidentiel formé après l'unité des deux Yémen en 1990. Il a édicté un avis juridique religieux (fatwa) permettant de tuer des socialistes durant la guerre inter-yéménite de 1994. Les États-Unis ont considéré, en 2004, qu'il était un « *specially designated global terrorist* ». Voir Gregory D. Johnsen, *The Last Refuge : Yemen, Al-Qaeda, and the Battle for Arabia*, Londres, Oneworld Publications, 2013.